

La retraite est un droit,

C'est un enjeu d'avenir.

MOBILISONS-NOUS !

Partout, les gouvernements mènent des politiques d'austérité qui approfondissent les inégalités et jettent les populations dans le mur. Ils veulent nous imposer le chômage ou la précarité comme seules issues possibles. Cette situation n'est pas le fait des jeunes, des salariés, des chômeurs... qui souffrent et payent une crise dont ils ne sont pas responsables.

Quand les gouvernements renoncent face au MEDEF et aux marchés financiers, cela renforce l'agressivité de la droite et de l'extrême droite, qui ont défilé côte à côte contre le mariage pour tous. Et c'est dans ce contexte qu'un militant d'extrême droite a assassiné le jeune

Clément Meric. Nous ne leur laisserons ni la rue, ni le terrain des idées.

Colère, mécontentement, résignation, défiance se mêlent dans la population. Il y a urgence à faire converger les luttes, à rassembler celles et ceux qui refusent ces politiques d'austérité et aspirent à une vie meilleure, à une autre société.

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle réforme des retraites, préconisant les mêmes recettes que les gouvernements précédents. Recettes qui ont accéléré chômage, précarité, pauvreté.

Le gouvernement a avancé un calendrier éclair pour éviter toute contestation sociale.

Même recette, même échec...

Faut-il travailler plus longtemps quand on vit plus longtemps ? C'est la thèse défendue ces dernières années par la droite, le Medef et qu'a reprise à son compte François Hollande, *la mesure la plus juste* a-t-il asséné !

Cette voie n'est pas acceptable, elle poursuit les différentes réformes déjà mises en œuvre depuis 1993 et qui ont toutes entraîné une perte de pouvoir d'achat des pensions, un recul de l'âge effectif de départ, des difficultés accrues pour des millions de retraités et l'aggravation des inégalités déjà fortes entre les pensions des femmes et celles des hommes.

Ces réformes ont montré leur faillite puisqu'une nouvelle réforme est présentée comme indispensable.

Le chômage, la précarité font qu'il est de plus en plus difficile d'espérer partir avec une retraite à taux plein. Jamais le patronat n'a bénéficié d'autant d'exonérations. Le recul de l'âge de départ, tant attendu par le MEDEF, et l'allongement du nombre d'années de cotisations ne feraient qu'aggraver la situation.

Reculer l'âge de départ en retraite, c'est aggraver le chômage des jeunes.

- En 2012, la barre des 25% de chômage pour les moins de 25 ans a été franchie.
- En moyenne, c'est à 27 ans qu'un jeune obtient un premier CDI et quitte le foyer familial. Les contrats intérim et CDD sont devenus la norme pour la première embauche, et cela dure sur plusieurs années.

JOURNÉE DE MOBILISATION LE 10 SEPTEMBRE

MANIFESTATION 14H00

PLACE DE LA REPUBLIQUE - PARIS

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère....

On nous dit que l'augmentation de l'espérance de vie justifie une augmentation de la durée de cotisation. Mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, n'augmente pas.

« Les années gagnées en espérance de vie doivent permettre d'augmenter le temps de la retraite »

Un recul de l'âge de la retraite, ainsi que le passage à 43 annuités de cotisation, auraient des conséquences néfastes sur l'espérance de vie en bonne santé... et sur l'espérance de vie tout court.

Reculer l'âge de départ en retraite ne fera pas travailler plus longtemps les seniors.

- 6 salariés sur 10 sont hors emploi (chômage, invalidité) au moment de prendre leur retraite.

Plus on augmente le nombre d'annuités, plus le nombre de seniors sur le marché du travail grandit. Mais les entreprises n'embauchent pas au-delà de 50 ans, et lorsqu'elles le font, c'est la précarité qui domine.

Dans le même temps, les jeunes galèrent : ils ont du mal à trouver un logement décent, un travail stable et bien rémunéré. Augmenter le nombre d'annuités, c'est aussi repousser l'entrée des jeunes dans le monde du travail.

Les retraites : un choix politique

D'autres solutions existent !

Alors que la France n'a jamais été aussi riche, la répartition n'a jamais été aussi inégale. Nous avons pourtant les moyens de garantir à tous les moyens de vivre, de travailler ainsi que de profiter d'une retraite digne. C'est donc un choix politique clair que fait le gouvernement : demander toujours plus aux salariés plutôt que de s'attaquer au patronat et aux marchés financiers.

Le déficit des caisses de retraites s'élève 4,8 milliards d'euros (selon le ministère de l'économie) est alimenté par les exonérations de cotisations sociales. Cette année, le patronat a reçu comme cadeau 30 milliards d'€ d'exonération de cotisations patronales selon la Sécurité sociale. C'est donc un choix politique clair qu'il faut faire pour faire vivre cet acquis social.

La défense du droit à une vraie retraite pour tous, cela signifie partager les richesses et en finir avec les politiques d'austérité !

Préparons la mobilisation contre cette réforme

Le gouvernement veut faire adopter son projet de régression sociale dès la rentrée.

L'heure est donc au débat, à l'argumentation et la mobilisation

Le Collectif 92 pour la défense des Retraites et contre l'Austérité

